

Par le général de division (2S) Vincent Desportes.

Mai 1940. En quelques jours, la messe est dite : l'armée considérée comme l'une des plus puissantes au monde s'effondre. Notre Ligne Maginot — que nous fûmes fiers de son excellence technique, de ses usines à énergie, de ses casemates à feux croisés, de ses tourelles escamotables ! — est contournée au nord par quelques dizaines de chars qui ne valent pas un centième de son prix. Notre système de défense est onéreux mais lacunaire. La *Wehrmacht* comprend aisément la faille mortelle de notre assurance-vie censée protéger nos intérêts vitaux : elle l'exploite, nous chutons.

Nous courons aujourd'hui le même risque : celui du contournement. Par le bas, et en particulier sur notre territoire national qui, à tort, n'est plus considéré comme un théâtre d'opérations. Par le haut, parce que nous ne sommes pas capables de combattre assez longtemps la bataille de haute intensité dont la ferme conduite serait la dernière barrière avant l'apocalypse mégatonnique.

Relisons l'histoire de nos défaites : c'est le récit de nos aveuglements et de nos fausses certitudes. Alors ouvrons les yeux et consolidons les forces dont les failles actuelles mettent à mal la crédibilité de notre dissuasion globale.

Comprendre le passé pour préserver l'avenir

« *Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter* » : la prophétie du philosophe George Santayana a été, tant elle est juste, maintes fois reprise et attribuée à de multiples auteurs dont Winston Churchill, peu avare il est vrai d'aphorismes saisissants. Elle s'applique parfaitement à la France et à ses défaites brutales qui ne laissent de surprendre s'agissant d'un grand peuple guerrier et d'un pays dont nul n'ignore « qu'il fut fait à coups d'épée ». Nous avons perdu, ou presque, les trois dernières grandes guerres dans lesquelles nous fûmes engagés, puis durement subi leurs conséquences.

1870. La plus belle armée du monde s'écroule comme un château de cartes : il s'écoule exactement un mois entre la bataille de Sarrebruck et la reddition de l'empereur, le 2 septembre à Sedan. Un faisceau de raisons l'explique, bien sûr, mais la plus importante tient en une phrase : focalisée sur d'autres types de guerres, l'armée française n'est plus apte à conduire celle dont dépend sa survie. Si l'on excepte la guerre de Crimée (1853-1856) et la campagne d'Italie (1859), elle est avant tout une armée expéditionnaire fière à juste titre de ses succès en Cochinchine, en Afrique du Nord et en Afrique noire, à Madagascar ou en Chine. Sauf au Mexique, une litanie de succès : nous nous croyons très forts et négligeons la menace majeure. Des massacres de la Commune à la perte de l'Alsace-Lorraine puis aux deux conflits qui en seront les conséquences en cascade, nous paierons cher cette myopie oublieuse de Bismarck. Nous nous étions concentrés, hélas, sur la seule guerre que nous savions faire et avons refusé de préparer celle qui s'annonçait à l'horizon.

1914. L'Europe sort d'un temps qualifié par beaucoup de « *première mondialisation* », une

période d'expansion du commerce et d'intensification des échanges de capitaux, la Belle Époque. Jamais les liens économiques entre la France et l'Allemagne n'ont été aussi importants : la guerre est impossible ! Nous sommes tellement civilisés, tellement interdépendants ! La thèse de Norman Angel — le britannique qui développa alors l'idée fallacieuse de la paix par l'impératif économique — conduit à l'affaiblissement de la défense française : nos troupes le paieront à nouveau très cher en août 1914. Inconscients nous désarmons, dans l'illusion de la paix éternelle : il faut attendre l'arrivée du général Joffre à la tête des armées en 1911 pour que l'on s'attelle enfin à la remontée en puissance. Trop tard. Notre carence en artillerie de gros calibre — entre autres — jouera beaucoup dans nos premières défaites aux frontières.

On le sait : sans l'initiative de Lanrezac, la « *désobéissance* » de Von Kluck, le sang-froid de Joffre et la détermination de Gallieni, il n'y aurait pas eu de « *miracle de la Marne* ». À nouveau, en moins d'un mois, la guerre aurait été perdue. Cette incapacité à prévenir l'invasion allemande, nous la paierons du sang de 1 400 000 soldats français : quatre ans de guerre et de destruction et, vingt ans plus tard, son corollaire, une deuxième guerre mondiale qui fera soixante millions de morts. Qu'ils nous ont coûté cher, notre aveuglement sur la réalité du monde, nos économies sur la défense, notre impréparation à la guerre qui venait ! Mais le pire était à venir.

1940. De cette nouvelle cécité, nous payons encore les conséquences. Une nation a l'armée qu'elle mérite : pour la troisième République vieillissante, celle du refus de la guerre et de « la défensive à outrance ». Au manque de courage politique se conjugue le refus de voir la réalité. En 1936, la France a joué son sort ; en 1938, le dernier coup de semonce la réveille à peine. Notre destin s'est noué pendant sept années de lâche aveuglement, scellé par trop de renoncements politiques, de tergiversations diplomatiques, de dogmatisme militaire pour qu'il fut possible, en quelques semaines, de forcer la fortune des peuples qui s'abandonnent. D'ailleurs la classe politique, la tête dans le sable, affirme qu'elle a souscrit une assurance-vie : notre ligne Maginot, cette dissuasion d'alors bâtie sur une incompréhension des réalités. La contourner ? Inimaginable ! Hélas, ce bouclier trop étroit ne fut pas, comme prévu à l'origine, crédibilisé par le corps mécanisé d'élite censé en être l'indispensable complément : les arguments qu'il avait fallu développer pour obtenir les crédits avaient ruiné le concept général. Peu importe d'ailleurs. Nous étions frappés par une terrible récurrence de notre aliénation stratégique, notre général en chef considérant lui-même le passage de l'armée allemande par les Ardennes comme un « *scénario de roman* » !^[1]

À partir de Munich, il y eut bien une prise de conscience, mais trop tardive : quelques lois de finances suffirent pour détruire une armée, mais il faut des lustres pour la reconstruire. Le mal était fait : la défaite se forgea dans la veulerie politique et la complaisance de la haute hiérarchie. Qui ne se souvient de Daladier rentrant le 29 septembre 1938 de la conférence de Munich, celle de « l'apaisement », et qui, voyant les Parisiens l'acclamer, s'écrie : « *Ah ! Les cons...* » ? Pour le III^e Reich, 1940, notre coup de grâce, ne fut qu'une formalité malgré la bravoure du soldat français.

Les somnambules : comment nous marchons vers la guerre

Nous assistons depuis plus d'un quart de siècle à la déconstruction du monde dans lequel nous

avons cru : celui du 26 juin 1945, bâti à San Francisco sur l'engagement des États-Unis à être, sur la planète, « *une force pour le bien* ». Las, les États-Unis, parce qu'ils dominaient le monde et étaient convaincus de leur exceptionnel destin, estimèrent vite qu'ils n'avaient pas à se plier à des règles conçues pour d'autres mais plutôt à imposer les leurs. Puis, d'échecs militaires en échecs militaires (une succession depuis 1945), « fatigués de la guerre », l'Amérique s'est retirée : désormais multipolaire, le monde s'ouvre à nouveau à la culture de la force, aux affrontements, aux appétits de puissance que le multilatéralisme défaillant ne sait plus réguler. Le reflux américain engendre les flux chinois, russe et turc et pousse le monde vers « *le piège de Thucydide* »^[2], celui qui voit une puissance dominante, effrayée par le surgissement d'une puissance émergente, entrer en guerre contre cette dernière. Telle est bien la question centrale : la Chine peut-elle devenir la première des grandes puissances sans que n'éclate un affrontement armé avec les États-Unis ?

Partout la violence monte : nous voilà replongés dans une phase hobbesienne des relations internationales. L'Occident n'est plus ni le phare sur la colline, ni le cœur du monde, ni le prescripteur du droit, ni le donneur d'ordres parce qu'il a perdu sa supériorité militaire. Autour de lui, les « menaces de la force » se multiplient de sa faiblesse tandis que les arsenaux se renforcent de dépenses militaires annuelles de presque deux mille milliards s'accroissant chaque année de plus de 3 %.

Dans ce monde courant à nouveau au gouffre, la France et l'Europe, prises en étau entre les États-Unis, la Chine et la Russie, doivent se protéger et parler au monde dont elles sont un facteur de paix, mais cela n'est possible qu'avec une défense forte. Car, depuis l'aube des temps et dussent les bonnes âmes en souffrir, les discours ne valent qu'en raison du calibre des canons. La philosophie d'Al Capone n'a rien perdu de sa vérité : « *Négocier avec une belle lettre peut vous apporter beaucoup, mais négocier avec une belle lettre et un gros calibre peut vous donner davantage et bien plus vite* ».

Sommes-nous à l'abri des violences du monde ?

En un mot : notre assurance-vie est-elle solide ? Et si l'on se posait la question « *avant* » ? Notre modèle de défense, théorisé il y a plus d'un demi-siècle et à peine modifié depuis, reste-t-il pertinent alors que le monde — et ses technologies — ont profondément changé ? Notre système binaire — menace mégatonnique et modeste force expéditionnaire — répond-il aux options nouvelles ? Mieux vaut en douter dès à présent. Le propre du stratège, c'est de connaître son histoire — on va naturellement d'où l'on vient —, de savoir se prémunir contre l'inédit, d'imaginer puis préparer les parades aux « *coups non-conformes* » ; cela nous a bien fait défaut à la fin des années trente. Ne pas s'y contraindre serait se préparer au contournement, à l'inutilité voire à l'effondrement brutal de notre système de défense ; les délais habituels — un mois en 1870, 1914 et 1940 — seraient d'ailleurs demain fortement réduits.

« *Paix impossible, guerre improbable* » disait Raymond Aron : il écrirait plutôt aujourd'hui «

Guerre possible, collisions certaines ». Pour de multiples raisons qu'il est inutile d'évoquer, nous ne revivrons sûrement jamais des conflits semblables à nos deux guerres mondiales. En tout cas, tout au plus une seule. À l'un de ses admirateurs qui lui demandait à quoi ressemblerait la troisième guerre mondiale, Einstein répondit sagement : « *je ne sais pas, mais ce qui est sûr c'est que rares seront ceux qui verront la quatrième...* »

Mais, à défaut de nouvelles « grandes guerres », nous assisterons ou participerons aux conflits de la grande compétition universelle, probablement engendrés par le problème croissant de l'accès aux ressources : eau, énergies, terres rares... et terres arables ! Pour les compétiteurs, la méthode sera toujours la même : « rester sous le seuil », autrement dit gagner à bas coût, « contourner » la menace nucléaire et, pour cela, rester dans le flou, avec des allers retours rapides de part et d'autre des frontières de plus en plus ténues entre compétition, confrontation et collision.

De la rive gauche du Rhin aux Sudètes, nous la connaissons bien, nous Français, la politique du fait accompli, ou celle « de l'artichaut » pour reprendre l'expression du général Beaufre. L'outil contemporain du contournement ? « L'hybridité », comme le nomment à juste titre les stratèges, un mélange d'actions militaires et non militaires, allant du moins violent au plus violent jusqu'à l'affrontement asymétrique — de haute intensité — selon des escalades probablement non maîtrisées puisque nous savons, depuis Clausewitz, que la guerre suit sa propre dynamique, échappant sans cesse à ceux qui la créent.

Quels acteurs, demandera l'incrédule ? Les candidats ne manquent pas, des puissances montantes, telles la Turquie ou l'Iran, aux puissances établies : la Russie attisée par l'OTAN qui prétend s'étendre sur ses marches, la Chine qui après avoir transformé la mer de Chine en lac chinois pourrait poursuivre vers le

Pacifique où elle percuterait nos DROM-COM, dont la Nouvelle Calédonie... Nos accords de défense (EAU, Qatar, Tunisie...) pourraient aussi nous contraindre à l'action militaire.

Prévenir le contournement

Le risque majeur d'aujourd'hui est celui du contournement de la dissuasion, érigée en nouvelle Ligne Maginot. Car la faille existe... et elle se creuse.

Il faut d'abord revenir, au plus vite, sur la mainmise réalisée par le nucléaire sur la dissuasion à l'occasion du Livre Blanc de 2008. S'il y a eu une fausse bonne idée, cela été la création des quatre fonctions stratégiques — Prévention, Dissuasion, Protection, Intervention — auxquelles la bouture 2013 a rajouté la fonction Connaissance et anticipation. Ceux qui s'en sont réjouis sont ceux-là même qui, alors même que la force d'un modèle est sa cohérence systémique obtenue par l'intrication de ses multiples composantes^[3], pensaient dominer la complexité de la défense en la divisant en morceaux disjoints dans des boîtes étanches... inventées, on l'a vite compris, pour la facilité des écritures comptables imposées par la LOLF^[4].

La création de la fonction stratégique « *Dissuasion* » en la réduisant aux seuls éléments de la force nucléaire a fait croire au possible découplage du nucléaire et du conventionnel, ce que nous sommes d'ailleurs les seuls à faire. Heureusement, pas à pas, la réflexion progresse : le

Président de la République l'affirme dans son discours du 7 février 2020 à l'École militaire : « *les deux s'épaulent* ». Le tout ou rien n'est pas crédible : l'architecture de dissuasion — globale par nature — doit comporter des forces conventionnelles robustes capables de parer au contournement pas le bas, le fait accompli, et de déployer pendant un temps certain le même niveau de violence classique que nos adversaires potentiels. C'est la condition pour les convaincre de la vanité de l'escalade et éviter ainsi d'avoir plus tard à tenter de les contraindre par le feu et le sang.

C'est justement là que le bât blesse : la montée en puissance et en technologie de nos adversaires potentiels dans le haut du spectre leur ouvre aujourd'hui un espace pour le contournement. La France ne peut échapper à la quête éternelle du stratège : conserver sa liberté d'action et réduire celle de l'autre, ce qui suppose de pouvoir répondre et durer au même niveau conventionnel que l'ennemi potentiel. Ne pensons pas un instant être protégés par notre feu nucléaire qui éclaterait brusquement dans un ciel à peine voilé de quelques escarmouches. Trois quarts de siècle après la précédente explosion nucléaire, la décision d'emploi en premier supposerait qu'elle fut précédée d'un combat dur, montrant l'acceptation du sacrifice et une volonté inflexible. Souvenons-nous que pendant la guerre froide, le prix moral à payer avant le déclenchement de l'apocalypse était estimé à la valeur de la 1^{re} armée, soit la destruction de plus de 100 000 hommes. La hauteur de la marche n'a sûrement pas baissé.

Pas de crédibilité du système global de dissuasion sans capacité d'engagement conventionnel dur, de forces importantes et résilientes, bien loin de ce dont nous disposons aujourd'hui. L'adversaire ne tentera pas l'escalade s'il sait qu'il n'a pas d'espace de contournement par le haut. Prévenir la basse intensité puis l'escalade suppose de pouvoir déployer une force de haute intensité performante et résiliente.

* * *

Que faire ? D'abord revenir sur ce cloisonnement étanche entre les cinq fonctions stratégiques, caricature intellectuelle dont le préjudice fut immense. Comment peut-on vouloir répondre aux défis d'un monde complexe par une mutilante simplification ?

Il faut ensuite renforcer notre capacité à combattre « *dans le haut du spectre* » et réapprendre à le faire. Les volumes de forces adaptées à ce type d'engagement doivent croître bien sûr mais, dans un premier temps, il faut assurer — vite — le renouvellement de ce que les militaires appellent « *le segment de décision* », nos forces conçues pour le combat de haute intensité, et leur redonner de la robustesse, de l'épaisseur, de la capacité à combattre pendant un temps certain, ce qui implique de penser à nouveau en termes de stocks, pièces de rechange et munitions en particulier.

Il convient enfin de penser le territoire national comme un véritable théâtre d'opérations, dans toutes ses dimensions, car il le deviendrait nécessairement et immédiatement si la France, comme il est probable, devait s'engager dans des conflits fort différents de ceux auxquels elle s'est habituée depuis un quart de siècle. Étonnamment, alors que le Livre Blanc de 2013 considère que la fonction Protection est la première, nous sommes dans ce domaine en grande vulnérabilité.

Général de division (2S) Vincent Desportes

Texte issu du dossier 27 du G2S : « [Dissuader aujourd'hui ou comment prouver sa détermination](#) »

NOTES :

1. Jean Lopez et Olivier Wierviorka, *Les grandes erreurs de la Seconde Guerre mondiale*, Perrin, 2020, p 66
2. Selon la thèse de l'Américain Graham T. Allison.
3. Qui sont beaucoup plus « *entrelacées* » que « *complémentaires* » comme l'écrit le Livre Blanc.
4. Loi organique relative aux lois de finances, promulguée le 1er août 2001 et s'appliquant à toute l'administration depuis 2006.